**PRÉFET**
**DE MEURTHE-ET-MOSELLE**
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,**
**de l'aménagement et du logement**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle Meuse

# ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

modification des conditions d'exploitation de l'installation de combustion exploitée par la société ESTIA Réseaux de Chaleur sur le territoire de la commune de NANCY au 35 rue de la Bergamote et au 1 rue Dominique Louis

**n° 2023/0217**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral 2017-542 du 18 mai 2018 autorisant la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR à exploiter une nouvelle installation de combustion sur le territoire de la commune de NANCY, rue de la Bergamote ;

**VU** la demande d'intégration de la chaudière de secours à la liste des installations permanentes de combustion de la chaufferie du plateau de Haye présentée par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR le 6 septembre 2018 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 ;

**VU** l'étude de conformité des installations aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 en date du 20 décembre 2019 complétée le 31 mars 2021 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé NW/CM/ 2124_2022 en date du 19 janvier 2023 ;

**VU** l'avis favorable émis sur ce projet d'arrêté par le Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 8 mars 2023, au cours de laquelle les représentants de la société Estia réseaux de chaleur ont été entendus ;

**VU** le courrier électronique du 15 mars 2023 par lequel les représentants de la société Estia réseaux de chaleur confirment qu'ils n'ont pas d'observation sur ce projet d'arrêté ;

**CONSIDERANT** que les dangers et inconvénients générés par la chaufferie urbaine du plateau de Haye exploitée par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR sur le territoire de la commune de NANCY, pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR de sa chaufferie du plateau de Haye sur le territoire de la commune de NANCY doivent être modifiées afin d'entériner la modification sollicitée par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR ainsi que les nouvelles dispositions réglementaires applicables ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

## ARRÊTE

**Article 1er**
L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 2017-512 du 18 mai 2018 est rédigé comme suit :

. « **Article 1.2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

Le tableau suivant présente les activités et installations de l'établissement autorisées par le présent arrêté :

| N° de rubrique | Intitulé de la rubrique | Installation ou activité correspondante | Régime |
|---|---|---|---|
| **2910-A-1** | **Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes,** la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW. | - 1 chaudière brûlant du bois d'une puissance thermique nominale de 5,9 MW (chaudière n°1)<br>- 2 chaudières mixtes alimentées au gaz naturel et au FOD, de puissances thermiques nominales respectives de 5,3 MW (chaudière n°2) et de 6,6 MW (chaudière n°3)<br>- 1 moteur de cogénération fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique nominale de 6,4 MW (installation de combustion n°5)<br>- 1 chaudière gaz fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique nominale de 6,6 MW (chaudière n°4)<br><br>Soit une puissance thermique totale de **30,8** MW PCI | E |
| **4734-2** | **Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas, kérosènes (carburants d'aviation compris), gazoles (gasoil diesel, gazole de chauffage domestiques et mélanges de gazoles compris), fioul lourd, carburants de substitution pour véhicules utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en** | Quantité totale de fuel domestique présente : **68 tonnes** | DC |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement,** la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure à 50 t d'essence ou inférieure à 250 t au total. | | |
| **1532-1-b** | **Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.** | Silo de stockage bois d'une capacité maximale de **1 300 m³** | D |

E : enregistrement
D : déclaration
DC : déclaration avec contrôle périodique

»

**Article 2 :**

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral 2017-512 du 18 mai 2018 est rédigé comme suit :

« « **Article 1.2.3- Consistance des installations autorisées**

L'établissement comporte l'ensemble des installations classées et connexes décrites à l'article 1.2.1 ci-dessus. »

**Article 3 :**

L'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral 2017-512 du 18 mai 2018 est rédigé comme suit :

« **Article 1.7.1- Réglementation applicable**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables aux installations autorisées par le présent arrêté les prescriptions qui les concernent des textes réglementaires listés ci-dessous notamment (liste non exhaustive) :

| **Dates et intitulés des textes** |
|---|
| Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement |
| Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |
| Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 |
| Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets |
| Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence |
| Arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère |
| Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |
| Arrêté ministériel du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des |

| |
|---|
| analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement |
| Arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement |
| Arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement |
| **Arrêté ministériel du 3 août 2018 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement** |

»

**Article 4 :**
L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral 2017-512 du 18 mai 2018 est rédigé comme suit :

« **Article 3.2.2- Conduites et installations raccordées/conditions générales de rejets**

| N° de cheminée | Installation raccordée | Hauteur en m | Débit nominal* | Vitesse minimale d'éjection (en marche continue nominale) en m/s | Temps de fonctionnement |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Chaudière biomasse (Ch 1) 5,9 MW | 50 | 17 448 $Nm^3/h$ à 6 % d'oxygène | 8 | 4 700 heures |
| 2 | Chaudière GN/FOD (Ch 2) 5,3 MW | 50 | 5 145 $Nm^3/h$ à 3 % d'oxygène | 8 | 800 heures |
| 3 | Chaudière GN/FOD (Ch 3) 6,6 MW | 50 | 5 708 $Nm^3/h$ à 3 % d'oxygène | 8 | **150 heures** |
| 4 | **Chaudière GN (Ch 4)** 6,6 MW | 50 | 5 631 $Nm^3/h$ à 3 % d'oxygène | 8 | **50 heures** |
| 5 | Moteur de cogénération GN (Ch 5) 6,4 MW | 50 | 7 200 $Nm^3/h$ à 15 % d'oxygène | 8 | 3 624 heures |

*Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

»

**Article 5 :**
L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral 2017-512 du 18 mai 2018 est modifié comme suit :

« **Article 3.2.3- Valeurs limites des rejets atmosphériques**

Les volumes d'effluents gazeux sont exprimés en mètres cubes normaux ($Nm^3$), rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimés en milligramme par mètre cube ($mg/Nm^3$) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux, ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés en une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et moteurs.

Les rejets dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites indiquées dans le tableau suivant :

| Polluants | Valeurs limites d'émissions en concentration (mg/Nm³) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Ch1 | Ch2 | Ch3 | Ch4 | Ch5 (Moteur) |
| **Combustible** | **Biomasse** | **GN/FOD** | **GN/FOD** | **GN** | **GN** |
| $SO_2$ | 200 | 35/170 | 35/170 | 35 | 10 |
| NOx ou équivalent $NO_2$ | 400 | 120/150 | 120/150 | 120 | 100 jusqu'au 31/12/2024 **95 à partir du 01/01/2025** |
| Poussières | 50 | 5/50 | 5/50 | 5 | 10 |
| CO | 200 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| HAP | 0,1 | | | | |
| COVNM | 110 | | | | 15 (Formaldéhyde) |
| HCl | 10 | / | | | |
| HF | 5 | / | | | |
| Dioxines/Furanes (ng I-TEQ/Nm³) | 0,1 | / | | | |
| $NH_3$ | 20 | / | | | |
| Cadmium (Cd), Mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés | 0,05 par métal et 0,1 pour la somme (Cd + Hg + Tl) | | | | |
| Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés | 1 pour la somme (As + Se + Te) | | | | |

| Polluants | Valeurs limites d'émissions en flux (kg/h) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Ch1 | Ch2 | Ch3 | Ch4 | Ch5 Moteur |
| **Combustible** | **Biomasse** | **GN/FOD** | **GN/FOD** | **GN** | **GN** |
| $SO_2$ | 3,48 | 0,18/0,87 | 0.2/0,97 | 0,19 | 0,072 |
| NOx ou équivalent $NO_2$ | 6,97 | 0,61/0,77 | 0,68/0,85 | 0,67 | 0,72 **puis 0,68 (01/01/2025)** |
| Poussières | 0,87 | 0,025/0,25 | 0,028/0,28 | 0,028 | 0,072 |
| CO | 3,48 | 0,51 | 0,57 | 0,56 | 0,72 |
| HAP | 0,0017 | 0,00051 | 0,00057 | 0,00056 | 0.00072 |
| COVNM | 1,92 | 0,56 | 0,62 | 0,61 | 0,01 (formaldéhyde) |
| HCl | 0,17 | / | | | |
| HF | 0,08 | / | | | |
| Dioxines/Furanes (ng I-TEQ/Nm³) | 0,0017 | / | | | |
| $NH_3$ | 0,34 | / | | | |
| Cadmium (Cd) Mercure (Hg) Thallium (Tl) et leurs composés | 0,0008 par métal et 0,0017 pour la somme (Cd + Hg + Tl) | 0,00025 par métal et 0,00051 pour la somme (Cd + Hg + Tl) | 0,00028 par métal et 0,00057 pour la somme (Cd + Hg + Tl) | 0,00028 par métal et 0,00056 pour la somme (Cd + Hg + Tl) | 0,00036 par métal et 0,00072 pour la somme (Cd + Hg + Tl) |
| Arsenic (As) Sélénium (Se) Tellure (Te) et leurs composés | 0,017 pour la somme (As + Se + Te) | 0,0051 pour la somme (As + Se + Te) | 0,0057 pour la somme (As + Se + Te) | 0,0056 pour la somme (As + Se + Te) | 0,0072 pour la somme (As + Se + Te) |

Les flux journaliers des polluants émis à l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes :

| Polluants | Valeurs limites d'émissions en flux (kg/j) |
|---|---|
| $SO_2$ | 129 |
| NOx ou équivalent $NO_2$ | 223<br>**222 au 01/01/2025** |
| Poussières | 35 |
| CO | 126 |
| HAP | 0,084 |
| COVNM | 74 |
| HCl | 4 |
| HF | 1,92 |
| Dioxines/Furanes (ng I-TEQ/$Nm^3$) | 0,04 |
| $NH_3$ | 8,16 |
| Cadmium (Cd), Mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés | 0,08 pour la somme (Cd + Hg + Ti) |
| Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés | 0,84 pour la somme (As + Se + Te) |

»

**Article 6 :**
L'article 9.1.3 de l'arrêté préfectoral 2017-1512 du 18 mai 2018 est modifié et complété comme suit :

« **Article 9.1.3 - Qualité des combustibles**

- **9.1.3.1-Registre des combustibles**

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. »

**Article 7 : Sanctions administratives**
Faute par l'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 8 : Publicité**
En vue de l'information des tiers l'intégralité du présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, rubrique « Actions de l'État » – « Installations classées pour la protection de l'environnement » – « Publications réglementaires », pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 9 : Recours**
Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Nancy par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, ou par voie électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) : :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Articles 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, l'inspection des installations classées de la DREAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

– la société Estia réseaux de chaleur,

et dont une copie sera transmise :
– au maire de Nancy,
– aux services de l'État dans le département,
– au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Nancy, le 23 MARS 2023

le préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Julien LE GOFF